

Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, François VASQUEZ

Organismes Extérieurs - Société Publique Locale (SPL) TaM - Avance en compte courant - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont actionnaires de la Société Publique Locale (SPL) TaM au capital de 4 286 000 € composé de 34 288 actions soit 125 € par action. Elles détiennent respectivement 31.08% et 68.92% du capital, et occupent respectivement 2 (dont la Présidence) et 5 postes sur 7 au sein du conseil d'administration (CA) de la société. La SPL TaM exerce plusieurs activités : gestion des transports urbains, gestion des stationnements en ouvrages et du stationnement sur voirie, réalisation de mandats de maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures de mobilité, activités en propre et gestion d'un CFA.

Dans le cadre des projets structurants mis en œuvre par Montpellier Méditerranée Métropole (déploiement de la gratuité, réalisation de ligne 5 de tramway, rénovation du réseau actuel, ...) la SPL TaM constitue un outil majeur.

La crise liée à la Covid-19 a fortement impacté les comptes de la société TaM en 2020 comme en 2021 et 2022, entraînant une dégradation du fonds de roulement et de la trésorerie. Afin de limiter les impacts de cette crise économique, la société a fait appel à des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour un montant de 8 M € et a mis en place plusieurs actions pour limiter ses charges.

Compte tenu des difficultés de trésorerie rencontrées par la société qui fait face à un contexte économique complexe, en lien d'une part avec les conséquences de la crise sanitaire ayant entraîné une baisse de la fréquentation, et des recettes commerciales sur le réseau des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'autre part avec les conséquences d'une crise énergétique induite par la hausse des coûts de l'énergie et des charges du réseau de transport, et afin d'éviter à la société d'avoir recours à des concours bancaires coûteux, l'actionnaire souhaite lui consentir une avance en compte courant d'associé. Conformément à l'article L.1522-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), « *les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, en leur qualité d'actionnaires, prendre part aux modifications de capital ou allouer des apports en compte courant d'associés aux sociétés dans les conditions définies à l'article L.1522-5.* »

Dans ce cadre, il est proposé que le Ville de Montpellier réalise un versement exceptionnel de 1 500 000 € sous forme d'apport en compte courant auprès de la SPL TaM.

En application des articles L.1522-4 et L.1522-5 du CGCT, et sur la base du rapport du représentant de la Ville de Montpellier au Conseil d'administration de la SPL, le Conseil d'Administration de la société, en date du 26 octobre 2022, a autorisé le principe d'une avance en compte courant d'associé de 3 000 000 € dont 1 500 000€ en provenance de la Ville de Montpellier et 1 500 000 € en provenance de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il convient ainsi à l'assemblée délibérante d'autoriser l'avance en compte courant de la Ville de Montpellier, notamment compte tenu des éléments ci-dessous vérifiés conformément à l'article L.1522-5 du CGCT.

Il s'agit de la première avance en compte courant d'associé. Il n'existe donc actuellement aucune avance en compte courant d'associés non remboursée à ce jour auprès de la SPL.

Les capitaux propres de la société au 31 décembre 2021, avant transformation de SAEML en SPL, restent supérieurs à la moitié du capital social. Les capitaux propres s'élèvent à 19 315 K € pour un capital de 4 286 K €.

La totalité des avances déjà consenties par la Ville de Montpellier à des SAEML et SPL n'excède pas, avec cette avance, 5% des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget de la collectivité.

Les avances en compte courant donnent lieu à une convention d'apport en compte courant intervenant entre chaque actionnaire et la SPL, régie par les dispositions de l'article L.1522-5 du CGCT et prévoyant le montant de l'avance à verser en une seule fois à la date d'exécution de la convention.

L'avance de 1 500 000 € de la Ville de Montpellier est consentie à titre gracieux (non productive d'intérêts), pour une durée maximale de deux ans, renouvelable une fois sur accord express de la collectivité actionnaire.

Le remboursement de l'avance se fera à terminaison ou par anticipation selon le choix de la SPL. L'avance pourra aussi faire l'objet d'une transformation en capital au profit de la Ville de Montpellier ; elle pourra également faire l'objet d'un remboursement partiel et d'une transformation en capital.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'attribution d'une avance en compte courant d'associé de 1.5 M€ non productive d'intérêt à la SPL TaM visant à assurer le besoin de trésorerie court terme, pour une durée de deux ans à compter de la signature de la convention ;
- D'approuver les termes de la convention d'apport en compte courant ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Nadia AKIL, M. Eddine ARIZTEGUI, M. Sébastien COTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 décembre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet convention ACC Ville SPL TaM.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20221216-212267-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/22
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.